VINS DE PAYS D'URFÉ

Décret du 05.04.82 - JORF du 07.04.82

M1 Décret du 18.01.85 -- JORF du 23.01.85
M2 Décret du 04.12.92 -- JORF du 08.12.92
M3 Décret du 12.06.01 – JORF du 15.06.01
M4 Décret du 25.09.01 – JORF du 26.09.01
M5 Décret du 16.02.04 – JORF du 19.02.04
M6 Décret du 14.12.05 – JORF du 21.12.05

Art. 1er – Seuls peuvent être détenus en vue de la vente, circuler, être mis en vente ou vendus sous la dénomination " Vin de pays d'Urfé " les vins répondant aux conditions particulières énumérées ci-après ainsi qu'aux autres conditions fixées par le décret susvisé n° 79-756 du 4 septembre 1979.

Art. 2. – Pour avoir droit à la dénomination " Vin de pays d'Urfé ", les vins doivent être issus de vendanges récoltées sur les territoires du département de la Loire énumérés ci-après : M1

Cantons de Montbrizon, Saint-Rambert, Saint-Jean-Soleymieux, Boën-sur-Lignon, Saint-Georges-en-Couzan, Saint-Galmier, Saint-Germain-Laval, Néronde, en entier.
Canton de la Pacaudière : les communes suivantes : Saint-Bonnet-les-Quarts, Le Crozet, Changy et Saint-Forgeux-Lespinasse, La Pacaudière.
Canton de Saint-Haon : les communes suivantes : Ambierle, Saint-Haon-le-Châtel, Renaison, Saint-Alban-les-Eaux, Saint-André-d'Apchon, Saint-Romain-la-Motte, Noailly, Saint-Germain-Lespinasse et Saint-Haon-le-Vieux.
Canton de Roanne : les communes suivantes : Saint-Maurice-sur-Loire, Saint-Jean-le-Puy, Villemontais, Lentigny, Ouches, Villerest, Pouilly-les-Nonains, Saint-Léger-sur-Roanne, Riorges, Mably, Briennon et La Bénisson-Dieu.
Canton de Saint-Germain-Laval : les communes suivantes : Bully, Saint-Polgues, Dancé, Saint-Paul-de-Vézelin, Amions, Souternon, Saint-Georges-de-Baroille, Pommiers, Saint-Germain-Laval, Nollieux, Saint-Julien-d'Oddes, Grézolles, Luré et Saint-Martin-la-Sauveté.
Canton de Charlieu : communes de Vougy, Nandax, Boyer, Jarnosse, Villers, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Chambon, Mars, Maizilly, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Charlieu, Pouilly-sous-Charlieu et Saint-Pierre-la-Noaille.
Canton de Perreux : les communes suivantes : Coulouvre, Montagny, Combre, Le Coteau, Saint-Vincent-de-Boisset, Notre-Dame-de-Boisset, Parigny et Commelle-Vernay.
Canton de Saint-Symphorien : communes de Cordelle, Saint-Cyr-de-Favières, Saint-Priest-la-Roche, Vendranges, Neulise et Pradines.

Art. 3. – Pour avoir droit à la dénomination " Vin de pays d'Urfé ", les vins doivent provenir des cépages suivants à l'exclusion de tous autres : M1 M3 M4

- Vins rouges et rosés :

Cépages principaux : gamay et pinot noir, syrah N, ces cépages devant représenter au minimum 70 p. 100 de l'encépagement des parcelles produisant ces vins ;
Cépages secondaires : gamay teinturier de Bouze, gamay teinturier de Chaudenay, ces cépages ne pouvant représenter plus de 30 P. 100 de l'encépagement des parcelles produisant ces vins.

- Vins blancs : Chardonnay, aligoté, Pinot gris, Viognier, Gamay, marsanne B, roussanne B.

Outre les conditions prévues par le décret 2000-848 du 1er septembre 2000 fixant les conditions de production des vins de pays, pour avoir droit à cette dénomination, complétée par le nom d'un cépage, les vins doivent être issus de superficies exclusivement complantées du cépage concerné.
Chaque cépage est vinifié séparément et le nom du cépage doit figurer sur chaque contenant.
Pour compléter cette dénomination, le cépage doit être revendiqué sur la demande d'agrément et le vin doit faire l'objet d'un agrément spécifique. Dans le cas où la commission d'agrément constate que le vin n'a pas la typicité du cépage, il pourra être présenté en vue d'un agrément sans indication de cépage. Seuls les vins ayant fait l'objet d'un agrément avec indication de cépage pourront porter la mention de ce cépage dans l'étiquetage du produit. Dans ce cas, le nom du cépage devra obligatoirement figurer sur les documents d'accompagnement et les documents commerciaux.
Le nom de deux cépages peut compléter cette dénomination si avant l'assemblage des vins issus de ces deux cépages, chaque vin a fait l'objet d'un agrément avec indication de cépage, selon les conditions visées ci-dessus.
Les noms des deux cépages sont indiqués dans l'ordre décroissant des proportions de chacun.
Aucun des deux cépages ne peut présenter moins de 30 % de l'assemblage.

Art. 4. – Les vins de pays rouges et rosés sont produits dans la limite d'un rendement revendiqué à l'hectare de 80 hectolitres. Le rendement agronomique à l'hectare des superficies produisant ces vins ne peut dépasser 85 hectolitres. Les vins de pays blancs sont produits dans la limite d'un rendement revendiqué à l'hectare de 80 hectolitres. Le rendement agronomique à l'hectare des superficies produisant ces vins ne peut dépasser 90 hectolitres. M5 M6
Les quantités comprises entre le rendement revendiqué et le rendement agronomique comprennent les lies et les bourbes.

Art. 4-1. – Conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 4 septembre 1979, les vins pour lesquels est revendiquée la dénomination " vin de pays d'Urfé " doivent présenter un titre alcoométrique volumique naturel minimal de 9 p. 100 volume et un titre alcoométrique volumique acquis de 9,5 p. 100 volume." M2

" seule la version publiée au Journal officiel fait foi "